Inscription dialectique et traductibilité de la conjoncture chez le premier Gramsci

Actualité de l'Ordine Nuovo

Livio Boni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/171>

DOI : 10.4000/grm.171

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Livio Boni, « Inscription dialectique et traductibilité de la conjoncture chez le premier Gramsci », *Cahiers du GRM* [En ligne], 1 | 2011, mis en ligne le 28 mars 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/grm/171> ; DOI : 10.4000/grm.171

INSCRIPTION DIALECTIQUE ET TRANDUCTIBILITÉ DE LA CONJONCTURE CHEZ LE PREMIER GRAMSCI

ACTUALITÉ DE L'ORDINE NUOVO

LIVIO BONI

En 1921, en discutant de questions d'organisation, Vlici [Lénine] a écrit et dit (à peu près) ceci : nous n'avons pas su « traduire » notre langue dans les langues européennes (A. Gramsci, Cahiers de prison, 11, § 46)

La conjoncture italienne de la grande crise traversée par le libéralisme européen après la Grande Guerre, et du partage qui s'y cristallise, de l'intérieur même du mouvement ouvrier, entre social-démocratie et communisme révolutionnaire, présente des analogies massives avec celle de l'Allemagne de la même époque, mais aussi quelques différences significatives, sur lesquelles il ne sera pas inutile de dire un mot avant d'introduire cet essai de lecture « sous conjoncture » du premier Gramsci.

Le point essentiel du décalage consiste dans le fait que l'Italie fait partie, du moins sur le papier et les cartes géographiques, des puissances sorties victorieuses de la Première Guerre, ce qui fait qu'elle est le seul pays européen où le mouvement des conseils ne s'installe pas – comme en Allemagne, en Autriche ou en Hongrie – sur fond d'effondrement militaire ou de désinvestissement massif du nationalisme étatique. On pourrait certes nuancer cette distinction, en

rappelant à quel point la victoire italienne fut ambiguë, avec le cortège de frustrations et de revendications dont elle sera porteuse, notamment des revendications territoriales (sur l'Istrie, par exemple, que le traité de Versailles assignait à une Yougoslavie créée de toutes pièces), et, plus largement, engendrant des ambitions de puissance qui se traduisaient mal dans les assez maigres reconquêtes territoriales dans le Nord-est de la Péninsule (Trento et Trieste), frustrations qui iront nourrir un vaste mouvement nationaliste, presque éversif, du moins à ses débuts (que l'on songe à la prise de Fiume par D'Annunzio et les siens en 1919), et qui prépareront en partie le terrain à l'avènement du fascisme.

D'où donc autant d'analogies que de différences avec la situations des anciens « Empires centraux » : en Italie, au lendemain de la guerre, on assiste à la nette contradiction entre un État qui se présente comme victorieux (car achevant dans la Grande Guerre l'œuvre de réunification nationale laissée inachevée par le Risorgimento) avec des masses qui ont fait leur entrée traumatique et hétérodirigée dans l'histoire nationale grâce à la mobilisation générale (la première dans l'histoire nationale) mais qui, pour ainsi dire, ne savent pas trop quoi faire d'un tel protagonisme soudainement acquis sur la scène de l'histoire.

En ce sens, l'Ordine Nuovo, la revue hebdomadaire fondée par Antonio Gramsci, Angelo Tasca, Umberto Terracini et Palmiro Togliatti en avril 1919, représente aussi « la dernière tentative accomplie de la culture italienne de concevoir une forme d'intervention originale dans la crise idéale qui submergea toutes les formations politiques liées à l'État libéral »¹, avant la solution fasciste. Ce journal fonctionnera en fait comme un véritable « site événementiel », du moins dans sa première période (avril 1919-décembre 1920) – car il y aura par la suite un deuxième Ordine Nuovo, quotidien et organe du Parti Communiste d'Italie - Section de

¹ L. Paggi, Antonio Gramsci e il moderno principe. Nella crisi del socialismo I, Rome, Editori Riuniti, 1970, une des études les plus abouties sur la continuité foncière entre le « premier » Gramsci et le Gramsci des Cahiers de prison.

l'Internationale (à partir du premier janvier 1921), puis même un Ordine Nuovo mi-mensuel, à partir de 1924.

Donc, lorsqu'on parlera ici de l'Ordine Nuovo, on fera référence à sa première version hebdomadaire, imprimée dans la section turinoise du Parti socialiste, et strictement liée à l'expérience des Conseils d'usine. Ce journal sera bien plus qu'un « organe » politique influent, il constituera un véritable site événementiel permettant l'émergence d'incorporations politiques inédites, qui dépassent en partie leur propre logique conjoncturelle, s'inscrivant dans la longue durée, non seulement de la pensée de Gramsci, mais de l'histoire du mouvement communiste italien, et au-delà.

De quoi donc l'Ordine Nuovo aurait-il été le nom, entre 1919 et 1920, période connue en Italie sous le nom de « biennio rosso » (la « biennale rouge ») ?

Au moins de trois processus de subjectivation politique distincts et solidaires entre eux dont on voudrait ici donner un aperçu :

– Il deviendra progressivement, à partir de l'été 1919, le lieu où à la fois se formule théoriquement et s'exprime politiquement la possibilité d'une traduction « idiomatique » de la Révolution bolchevique, traduction qui se concrétise dans le mouvement des Consigli di fabbrica, les Conseils d'usine, dont l'apogée (et donc le début de la fin) sera la grève générale d'avril 1920 (qui ne s'élargira pas au-delà du « Petrograd italien », c'est-à-dire de Turin, la capitale industrielle du Pays).

– C'est aussi le nom d'un groupe d'intellectuels militants, né dans la section turinoise du Parti socialiste, et évoluant progressivement, à travers le mouvement des Conseils d'usine, jusqu'à la constitution du noyau dur du futur Parti communiste d'Italie, qui verra officiellement le jour le 21 janvier 1921 à Livourne, essentiellement en vertu de la convergence entre le groupe turinois et la fraction dite « abstentionniste » (car refusant de se compromettre dans le suffrage électoral) d'Amedeo Bordiga et de la revue Le Soviet.

– C'est enfin le nom d'un certain champ, d'un nouveau topos, d'un « ordre nouveau », où se rejoue la définition du politique en tant que tel, et susceptible d'être réactivé dans des circonstances et des séquences historiquement éloignées (par exemple par l'opéraismo des années 60)¹.

On devine déjà, à partir de ces quelques rappels essentiels, un paradoxe historiquement constitutif : l'Ordine Nuovo c'est à la fois le nom de la tentative de traduire dans la partie la plus industrialisée et politiquement avancée de l'Italie l'expérience des Soviets, à travers une figure originale de fusion entre les masses et les intellectuels, non suturée aux appareils syndicaux et politiques ; et le site à partir duquel va s'affirmer le mouvement de constitution d'un Parti d'inspiration léniniste, le Pcd'I. D'où le fait que la biennale rouge et les années de l'Ordine Nuovo constituent une sorte de scène primitive de la culture communiste en Italie, objet d'exégèses à n'en plus finir, toujours tiraillée entre les deux extrêmes imaginaires du nom propre : celui qui renvoie à la possibilité d'une alliance immédiate, c'est-à-dire non médiée, entre l'aile la plus avancée des intellectuels et les masses, sans passer par un intermédiaire partidaire préalable, et engendrant un combat idéologique et culturel *a tutto campo*, sans limites préétablies ; et, à l'opposé, l'idée que seul un Parti peut constituer un réservoir de forces capable d'émanciper durablement les masses et de leur conférer une consistance politique, au-delà des fusions transitoires entre intellectuels et classes laborieuses, et en dépit de la réaction.

Ainsi pourrait-on dire que l'Ordine Nuovo désigne également un champ polémique, dans le débat idéologique, entre un extrême « gauchiste » lié à l'Ordine Nuovo plutôt comme journal des Conseils et de l'expérimentation de subjectivités politiques nouvelles, et un autre extrême, y voyant le nom d'une avant-garde

¹ Nous avons essayé de présenter quelques éléments de continuité entre la pensée de Gramsci dans son ensemble et l'opéraïsme italien des années soixante, dans un article récent : L. Boni, « Un Gramsci minore. Americanismo e fordismo attraverso e al di là delle riletture operaiste », paru dans *Critica Marxista*, 3/4, 2010.

prenant acte progressivement de ses propres limites et de ses échecs, jusqu'à se dissoudre dans la nécessité du Parti-supposé-savoir (c'est la version qu'en donnera Togliatti, le seul ancien de l'ON qui se retrouve à la tête du Parti à la fin des années 20)¹.

Quoi qu'il en soit, on tentera d'escamoter une telle diatribe, du moins dans un premier temps, en la gardant en arrière-plan, pour tenter d'appréhender plus conceptuellement ce qui s'est constitué sous l'emblème de l'Ordine Nuovo, et ceci à partir de deux points essentiels, déjà largement relevés par la deuxième partie du Cours sur Gramsci de Gérard Granel, cours radiophonique inédit daté de 1974, dont on peut trouver une retranscription intégrale sur la Toile, dans le site consacré aux cours non publiés du philosophe, qui fut aussi l'un des traducteurs français de Gramsci².

Ces deux points, qu'il s'agirait ici de reprendre et de développer, sont :

- le problème de la traduction de l'événement « Révolution de 17 » saisi via le problème de la traduction « idiomatique » et immanente des Soviets dans l'Italie de l'entre-deux-guerres, dans les Consigli, les Conseils d'usine ;

- la question de la production, telle qu'elle est élaborée dans l'Ordine Nuovo, en théorie et en pratique, comme complication et mise en crise de la division traditionnelle entre économie, culture et politique.

Avant cela, il faudra passer par un examen préliminaire : voir comment l'événement de la Révolution russe fait irruption dans la situation locale du mouvement ouvrier et socialiste italien, et plus particulièrement dans le début du trajet gramscien, comment il s'y inscrit du point de vue du contenu et de la forme, jusqu'à constituer

¹ Voir P. Togliatti, « Antonio Gramsci capo della classe operaia italiana », in *Lo Stato operaio*, XI, 5-6, mai-juin 1937, pp. 273-289, trad. partielle dans J. Texier, *Sur Gramsci*, Paris, Editions Sociales, 1977.

² Voir G. Granel, *Cours sur Gramsci, Boukharine et Bordiga 1973-1974* (www.gerardgranel.com/cours2.html). La deuxième partie du cours constitue probablement la seule tentative de lecture de la portée philosophique de l'expérience ordinoviste qui ait été conduite de façon systématique.

un véritable envoi, une donnée inaugurale qui change radicalement le contexte dans lequel il se traduit, dans la mesure justement où il est objet d'un transfert, d'une tra-duction singulière, d'une translation, sur laquelle va se greffer une séquence originale du mouvement communiste européen.

L'inscription dialectique de la conjoncture : la préhistoire théorique de l'Ordine Nuovo.

Pour tracer une généalogie conjoncturelle de l'avènement de l'Ordine Nuovo, il faut remonter au 14 octobre 1914, date de publication de ce qui est considéré comme le premier texte d'intervention politique de Gramsci, intitulé « Neutralité active et agissante », et qui, comme tel, figure en ouverture du premier volume des Écrits politiques de Gramsci publiés par Gallimard en 1974¹. On ne peut pas dire qu'il s'agisse véritablement d'un exorde heureux, car, dans cet article, publié dans *Il Grido del Popolo*, publication de la gauche socialiste turinoise où il fait ses premières armes, Gramsci se prononce clairement contre le choix de la « neutralité absolue » de l'Italie dans la guerre, et donc contre la ligne officielle du Parti socialiste. L'expression même de « neutralité active et agissante » est empruntée à Mussolini, à cette époque chef de file des interventionnistes parmi les socialistes, et directeur du quotidien *l'Avanti!* Or, Gramsci n'est pas le seul, parmi les jeunes socialistes révolutionnaires, à épouser les positions de Mussolini (qui au moment de l'intervention de Gramsci vient d'être remplacé à la direction de *l'Avanti!*, et qui sera expulsé du Parti socialiste sous peu), mais cette prise de position contribuera à l'isoler à l'intérieur du Parti, dans lequel il n'était entré que depuis un an.

Au-delà des détails complexes du contexte, on retrouve dans ce premier texte militant un certain nombre d'idées destinées à une longue durée dans la pensée de Gramsci, en particulier l'idée d'une

¹ Voir A. Gramsci, *Écrits politiques I, 1914-1920*, Paris, Gallimard, 1974, textes choisis, traduits et présentés par Robert Paris.

fonction dynamisante de la guerre pour les masses, l'opposition entre « formalisme doctrinaire » et « concrétisme réaliste », voire la première expression d'une nécessité de traduire le socialisme dans les caractères historiques concrets de l'Italie.

Quoi qu'il en soit, un tel début ne sera pas sans effet, du moins sur Gramsci lui-même, qui, après cet épisode, et la polémique qui s'ensuit avec l'ami et camarade Angelo Tasca – socialiste de tendance « libertaire » qui sera un des co-fondateurs de l'Ordine Nuovo – ne prendra plus la plume pendant plus d'un an, coupant même tous ses liens amicaux et familiaux pendant un certain temps, se consacrant à des études de linguistique (à cette époque Gramsci n'a pas encore définitivement abandonné l'Université) et en assistant en simple spectateur aux grandes grèves insurrectionnelles qui secouent Turin en mai 1915.

Par-delà l'histoire biographique, et les aléas de la formation gramscienne, un résultat produit par cet exorde raté en politique sera également le déplacement de Gramsci, entre 1915 et 1916, du côté du journalisme culturel. Ce sont en effet les années de collaboration à la page culturelle de l'édition turinoise de l'*Avanti!*, où il s'occupe de la rubrique *Sotto la Mole*, rédigeant des centaines de recensions et de comptes-rendus, en particulier des critiques théâtrales, sur un ton militant, polémique et engagé, notamment des dizaines de critiques des pièces de Pirandello, mais aussi des critiques de la littérature ou du théâtre populaires. C'est une production de Gramsci fort mal connue en France, et en dehors d'Italie en général, étant donné que ces textes n'ont, pour la plupart d'entre eux, jamais été traduits, et qu'ils restent assez inintelligibles hors de leur inscription dans le contexte¹.

La production textuelle et intellectuelle de Gramsci se concentre, dans cette phase, sur une critique virulente des mœurs culturelles et des réflexes idéologiques de l'Italie en guerre. Bien plus qu'une parenthèse, la pratique de ce que Gramsci appellera plus tard un « journalisme intégral » lui permet d'investir un champ fondamental

¹ Voir A. Gramsci, *Sotto la Mole* (1916-1920), Turin, Einaudi, 1972.

de sa future pensée politique : le champ de la culture. Et de commencer à poser les prémices du problème de l'hégémonie culturelle comme facteur déterminant de la lutte révolutionnaire.

Sans entrer ici dans les détails de la production journalistique de Gramsci, on peut se limiter à une remarque formelle : le demi-échec de son premier positionnement face à une conjoncture déterminante (le problème de la guerre), positionnement marqué par une prise de distance à l'égard du discours socialiste institutionnel, pousse Gramsci à un déplacement vers la critique de l'idéologie « nationale-populaire », et donc à une réactivation de la critique marxiste dans un champ partiellement inédit. Tout se passe en effet comme si l'acceptation de la fonction dynamisante de la guerre de masse, qui introduit les multitudes dans l'histoire – moment qui demande une certaine suspension de la logique marxiste, voire un contre-mouvement –, allait être compensée par un deuxième temps d'analyse serrée et novatrice des effets idéologiques de la mobilisation des masses. La guerre ne peut être envisagée comme élément dynamisant qu'à condition, pour l'intellectuel militant, de se faire l'interprète et l'agent d'un tel changement du sujet-moteur de l'histoire, en modifiant son adresse, d'où le choix gramscien du journalisme « intégral ».

Ce double mouvement, tout à fait dialectique, par lequel Gramsci inscrit sa pratique théorique dans la conjoncture, sera encore plus évident en 1917, lors de la réception de la Révolution d'octobre par Gramsci dans son célèbre article « La Révolution contre Le Capital », dont il sera question dans un instant. Avant cela, encore un mot sur la Bildung gramscienne, saisie au ras de la conjoncture... Entre le choix du journalisme intégral de 1916 et « La Révolution contre Le Capital », on peut mentionner une étape intermédiaire : le numéro unique du journal *La Città futura*, dont l'édition est confiée par la Fédération turinoise du PSI à Gramsci, et que ce dernier rédige presque tout seul, en accompagnant une douzaine de textes non signés écrits de sa main, de trois textes extérieurs : un texte de Salvemini sur la notion de culture, un texte de Croce sur la religion,

et un texte du philosophe Carlini, proche de Croce et de Gentile¹. Le journal, imprimé sur quatre feuillets densément remplis, paraît le 11 février 1917, trop tôt pour enregistrer les événements du Février russe, mais détient un intérêt plus qu'anecdotique, pour au moins deux raisons :

- il s'agit du premier journal entièrement conçu par Gramsci et le groupe turinois qui sera à l'origine de l'Ordine Nuovo, et comme tel il représente une première expérience d'intervention autonome dans la conjoncture politico-idéologique italienne et internationale ;

- c'est également la première fois que Gramsci pose explicitement l'exigence d'une traduction italienne du socialisme, en mobilisant une relecture du rapport culture/idéologie chez Labriola, la notion de « religion civile » chez Croce et la conception de l'histoire comme « acte » de Gentile.

Encore une fois, pas question ici d'entrer dans la question, extraordinairement intriquée et débattue, du rapport de Gramsci avec l'idéalisme italien. On se contentera d'une remarque quasiment d'ordre logique, ou méthodo-logique : la (re)prise de parole par Gramsci dans le champ politico-idéologique, telle qu'elle se traduit dans la livraison unique de *La Città futura* (composée essentiellement de courts textes de méthode sur la constitution d'un mouvement révolutionnaire), ne se fait pas, une fois de plus, sans un contre-mouvement dialectique de rapprochement avec l'hégélianisme italien. Cette idée d'une « voie royale » de la culture italienne au socialisme, capable de réactiver ce qui s'est fait de mieux dans la philosophie nationale entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e, est destinée à s'inscrire durablement dans la pensée de Gramsci, et on la retrouvera autant dans « La Révolution contre Le Capital » que dans « La Question méridionale » (1926) ou dans les

¹ Ces textes ne figurent pas dans l'édition française des *Écrits politiques de jeunesse*. Le même article de Croce, « Religion et sérénité » sera par ailleurs repris dans le premier numéro de l'Ordine Nuovo.

Cahiers de prison, dont un Cahier entier est consacré à « La philosophie de Benedetto Croce »¹).

Sans entrer ici dans le mérite d'une telle alliance, censée répéter et réactualiser celle de Marx lui-même avec la philosophie de Hegel, et que Togliatti normalisera dans ledit « discours national » (faisant de Gramsci l'héritier de toute la tradition humaniste italienne, de Machiavel jusqu'à Croce), il importe de reconnaître que chaque étape d'inscription et d'intervention dans la conjoncture implique chez Gramsci un mouvement dialectique entre marxisme et non-marxisme, entre adhésion au mouvement révolutionnaire international et nécessité de le transférer sur un contexte local perçu comme site événementiel potentiel.

Venons-en donc à ce célèbre texte de « La Révolution contre Le Capital », paru d'abord dans l'Avanti!, copieusement caviardé par la censure, et puis dans Il Grido del popolo, entre décembre 1917 et janvier 1918. En voici un premier extrait, tiré de son incipit :

« La Révolution des bolcheviks s'est définitivement enracinée dans la révolution générale du peuple russe. Les maximalistes qui, jusqu'à ces deux derniers mois, avaient été le ferment indispensable pour que les événements ne stagnent pas, pour que la course vers l'avenir ne s'arrête pas, ce qui aurait laissé s'instaurer une forme définitive d'aménagement qui n'aurait pas manqué d'être un aménagement bourgeois, se sont emparés du pouvoir. Ils ont établi leur dictature et sont en train d'élaborer les formes socialistes dans lesquelles la révolution devra finalement se couler, pour continuer à se développer harmonieusement, sans trop de grands heurts, en s'appuyant sur les conquêtes désormais accomplies ».²

¹ Voir A. Gramsci, Cahiers de prison, 10. Pour ce qui concerne les origines de l'hégélianisme italien, fondé sur l'idée d'une translatio studiorum voyant dans l'idéalisme allemand une « expatriation » de la pensée de la Renaissance, interrompue par la Contre-Réforme, un rôle fondateur sera joué par le texte de Bertrando Spaventa, La circolazione delle idee europee.

² A. Gramsci, Écrits politiques I, op. cit., p. 135.

Le terme « maximalistes » désigne naturellement les bolcheviks, dont Gramsci avait déjà salué le rôle essentiel dans le fait d'avoir évité que la « révolution générale » n'assume un caractère « jacobin » (élitiste), et en tant que « dernier maillon logique » d'un « devenir révolutionnaire » généralisé à la vie tout entière, dans un important article daté du 28 juillet 1917, intitulé « Les maximalistes russes », où le nom de Lénine fait sa première apparition sous sa plume¹.

Il faut en fait remarquer que, contrairement à ce que prétendra Togliatti dans son premier portrait officiel de Gramsci (le déjà mentionné « Gramsci chef de la classe ouvrière italienne »), la rencontre de Gramsci avec Lénine, et même avec le léninisme, n'est pas immédiate, comme le prouve un autre texte, qui figure dans l'édition française des *Écrits politiques*, intitulé « Kerenski-Tchernov », paru dans *Il Grido del popolo* le 27 septembre 1917, où Tchernov est identifié comme le chef du « maximalisme », devant succéder à Kerenski, représentant du compromis avec la partie bourgeoise, à la tête de la Révolution.

Encore une fois, on n'entrera pas dans les détails historico-philologiques. Seulement, il ne faut pas oublier cette donnée importante : si la rencontre avec la Révolution russe s'inscrit immédiatement dans la pensée agissante de Gramsci (dès les « Notes sur la Révolution russe » d'avril 17), en revanche son adhésion au léninisme se fait bien plus graduellement, et elle n'est probablement pas encore complètement acquise dans « La Révolution contre Le Capital » non plus, un texte où le nom de Lénine n'apparaît guère.

Toutefois, il est évident que ce texte, qui prendra de court à peu près tout le monde, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'aile gauche du PSI², se mesure déjà à l'exigence fondamentale d'une traduction idiomatique du léninisme en Italie, exigence qui sera à la base de l'*Ordine Nuovo*, bien qu'elle s'exprime ici avant tout et

¹ Ibid., p. 123.

² Ibid., p. 135.

essentiellement en termes idéologiques, alors qu'elle trouvera dans les Conseils son corps politique.

Reprenons maintenant le texte de Gramsci où on l'avait laissé :

« La matière même de la Révolution des bolcheviks est davantage l'idéologie que les faits (c'est pourquoi, au fond, peu importe de ne pas en savoir plus que nous n'en savons). C'est la révolution contre Le Capital de Karl Marx. Le Capital de Marx était en Russie le livre des bourgeois, plus qu'il n'était celui des prolétaires. C'était, pour la Russie, la démonstration critique que devaient fatalement et nécessairement se former d'abord une bourgeoisie, commencer une ère capitaliste, s'instaurer une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat puisse même envisager de s'ébranler, penser à ses revendications, à sa révolution. Les faits ont débordé les idéologies, les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler selon les canons du matérialisme historique. Les bolcheviks renient Karl Marx, en affirmant, grâce au témoignage de l'action accomplie et des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inflexibles qu'on pourrait le penser et qu'on le pense ».

On mesure ici le diagnostic dialectique avancé par Gramsci : il ne s'agit pas uniquement de célébrer le dépassement de toute approche positiviste et évolutionniste du marxisme accompli par les bolcheviks, c'est-à-dire un excès de l'événement révolutionnaire par rapport au discours qui serait censé le porter, mais d'apprécier sa capacité de montrer, refuser et relever l'usage idéologiquement conservateur qu'on peut faire de Marx lui-même. On est frappé par la leçon matérialiste de Gramsci : le texte marxien n'est porteur d'aucune garantie révolutionnaire, et il peut même constituer un « obstacle épistémologique » auquel il ne faut pas hésiter à se mesurer, sur le terrain de l'idéologie. C'est pour Gramsci le grand mérite des bolcheviks que de s'être opposés en esprit (c'est-à-dire philosophiquement) à Marx. Et d'avoir mis en acte, en pratique, une telle critique immanente. D'où l'insistance sur l'idée que « la matière

même de la Révolution bolchevique est davantage l'idéologie que les faits ». C'est là une marque léninienne qu'il ne faut pas perdre de vue lorsqu'on aborde la suite de l'article, conçu dans un langage ouvertement emprunté à celui des intellectuels pragmatistes italiens (liés à la *La Voce*), à l'actualisme de Gentile ou au spontanéisme de Sorel, un mélange qui lui coûtera par la suite l'accusation de dérive « bergsoniste »...

Le texte continue ainsi :

« Et pourtant, il y a une fatalité même dans ces événements, et si les bolcheviks renient quelques affirmations du Capital, ils n'en renient pas la pensée immanente, vivifiante. Ils ne sont pas « marxistes », voilà tout. Ils n'ont pas compilé, à partir de l'œuvre du Maître, une doctrine extérieure, faite d'affirmations dogmatiques, et qu'il ne s'agit pas de discuter. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, celle qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande, et qui avait été, chez Marx, altérée par des scories positivistes et naturalistes. Et cette pensée reconnaît toujours, comme plus grand facteur de l'histoire, non les faits économiques bruts, mais l'homme, mais les sociétés des hommes, ces hommes qui se rapprochent entre eux, se comprennent entre eux, développent à travers tous ces contacts (qui forment la civilisation), une volonté sociale, collective, ces hommes qui comprennent les faits sociaux et les jugent, et les plient à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci se fasse l'élément formateur de la réalité objective qui vit et bouge, et devient une sorte de matière tellurique, en incandescence, qui peut être canalisée là où il plaît à la volonté, et comme il plaît à la volonté ».¹

Si l'on voulait poursuivre la lecture du texte de « La Révolution contre Le Capital », on ne serait pas étonné d'y trouver un argument récurrent chez le Gramsci de ces années-là : l'idée que c'est bien l'implication soudaine des masses russes dans l'histoire entraînée par la guerre mondiale, et les changements brusques et complexes qui en

¹ Ibid., p. 135-136.

dérivent, qui font précipiter, accélérer, et finalement exploser le processus devant « normalement » conduire à la révolution, l'intensification progressive de la lutte de classes. Une fois de plus, la guerre et ses conséquences sont comprises comme une puissance de rupture des « schémas critiques » en vigueur, à condition d'être accompagnées par une deuxième guerre – dont le champ est essentiellement idéal ou idéologique – qui soit en mesure de réaliser les potentialités révolutionnaires de la conjoncture purement politique.

On peut être surpris, par l'évocation de la Révolution bolchevique comme accomplissement « de la pensée idéaliste italienne et allemande ». Mais, encore une fois, il ne faut pas comprendre une telle position comme un « problème » de la formation culturelle et philosophique de l'homme Gramsci, sur laquelle on a trop écrit. Il importe en revanche de comprendre cette posture comme une tentative de lire l'événement à une échelle générale, européenne, cherchant dans la culture philosophique italienne des points d'ancrage et de transfert de la Révolution d'Octobre, qui soient en mesure, à leur tour, de se projeter sur la situation globale.

Seulement un mois et demi avant cet article majeur, le 18 octobre 1917, Gramsci se trouva, lors d'une réunion de l'aile communiste de la gauche socialiste à Florence, mis en cause pour son « bergsonisme », terme subsumant à l'époque toute tendance volontariste, vitaliste ou spontanéiste. C'est un épisode sur lequel il reviendra plus d'une fois dans les Cahiers de prison, fait assez exceptionnel lorsqu'on sait combien Gramsci y est avare de souvenirs personnels. Or, loin de reculer, c'est bel et bien un tel paradigme « bergsonien », opposant une évolution créatrice à une évolution mécanique, que Gramsci semble jouer, du point de vue du positionnement idéologique, contre le social-positivisme de la II^e Internationale et contre le socialisme scientifique. Il ne s'agit pas d'un choix tactique, car, comme on le sait, la convocation de l'idéalisme et de l'historicisme non-marxiste comme alliés possibles

du matérialisme historique, va constituer un leitmotiv de la réflexion du Gramsci de la maturité.

Ce qui frappe par contre, même à un repérage rapide comme celui qu'on vient d'esquisser, dans la généalogie conjoncturelle de la pensée de Gramsci, c'est son mouvement constamment dialectique. On pourrait risquer l'hypothèse que Gramsci fut le premier penseur marxiste à dialectiser son propre rapport au marxisme, en y incluant le travail d'un certain non-marxisme, faisant en sorte que toute avancée ou invention sur le versant de la praxis révolutionnaire doive se préparer et s'accompagner d'une redéfinition, ou réaffirmation, de ce qui l'excède.

Dès lors, après avoir rapidement revisité la formation de la pensée politique de Gramsci saisie à l'épreuve de la conjoncture révolutionnaire, on peut émettre quelques hypothèses de lecture provisoires, en insistant sur le fait qu'on retrouve, chez le premier Gramsci, à la fois une sensibilité conjoncturelle très aiguë, de telle sorte que chaque étape de sa pensée se définit par rapport à une conjoncture déterminée (ou à déterminer), et le refus de toute traduction immédiate, de tout enregistrement unique et univoque de l'événement, sous une forme ou sous une autre (que ce soit sous la forme de sa négation absolue, comme le prétendait par exemple l'Internationale socialiste par rapport à la guerre de 14, ou que ce soit sa glorification et son être érigé en modèle – comme on le verra dans le conflit de Gramsci avec Bordiga à propos de l'importation de la Révolution russe). À l'idée d'une fidélité et d'une adhésion univoques à l'événement et à la conjoncture qu'il ouvre, Gramsci semble opposer une inscription, voire une tra-duction en deux temps, un double mouvement impliquant par exemple, par rapport au savoir marxiste, ou au marxisme comme savoir, un premier mouvement de régression pré-marxiste, qui soit en mesure de trouer le savoir supposé au marxisme, d'y faire brèche ; suivi d'un deuxième temps, pour ainsi dire progressif, de renouvellement interne de la théorie et de la pratique marxiste. On en a fourni quelques exemples : le couplage entre l'adhésion à l'interventionnisme et la pratique du journalisme intégral entre 1914 et 1916, la création d'une publication

autonome de la fraction turinoise (La Città futura) couplée d'une allégeance partielle à un certain héritage de l'idéalisme et de l'historicisme au cours du mois de février 1917. Et il s'agit maintenant de faire travailler ces mêmes hypothèses dans la lecture de la séquence proprement ordinoviste, séquence où il s'agit justement de traduire en praxis localisée, les axiomes posés, dans le champ des idées, par « La Révolution contre Le Capital ».

La conjoncture entre traduction et production de *l'événement* : l'apport trans-historique de la séquence ordinoviste

Qu'il nous soit permis, avant d'entrer dans le vif du sujet, une remarque d'ordre plus général sur la littérature gramscienne en langue française : celle-ci est quantitativement bien plus pauvre que la littérature gramscienne existant non seulement en italien (où la gramsciologie a constitué quasiment une discipline à part entière), mais désormais aussi en anglais (où l'on assiste, depuis une vingtaine d'années, à une véritable renaissance des études gramsciennes), et se concentre pour l'essentiel dans la décennie 70 – que l'on songe aux livres de Christine Buci-Glucksmann sur Gramsci et *l'État* ou à celui d'Antonietta Macciocchi, Pour Gramsci, pour ne citer que deux exemples parmi les plus originaux¹. Cela ne tient pas seulement au fait que cette période coïncide avec la publication chez Gallimard de

¹ Voir Maria Antonietta Macciocchi, Pour Gramsci, Paris, Seuil, 1975 ; C. Buci-Glucksmann, Gramsci et *l'État*. Pour une théorie matérialiste de la philosophie, Paris, Fayard, 1975. Signalons aussi les travaux de Jacques Texier, qui se concentrent pour l'essentiel dans la même période, ainsi que la thèse de doctorat d'Annick Jaulin Les idéologies chez Gramsci *d'après* les « Cahiers de prison », Toulouse II, 1978, publiée ensuite sous le titre La peau du marxisme, Mauzevin, T.E.R., 1985, à notre avis un des essais les plus suggestifs dans le champ français des études gramsciennes. Pour une bibliographie d'ensemble voir A. Tosel (dir.), Modernité de Gramsci, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1985.

l'essentiel des textes de Gramsci en langue française¹, alimentée et nourrie par la parution en italien de la première édition critique de ses œuvres par Valentino Gerratana², mais également et surtout au fait que cela correspond à la dernière tentative d'envergure de renouveler la culture philosophique du PCF, tentative conduite après 68 et largement hégémonisée par Althusser et ses élèves. Althusser, en effet, malgré ses jugements tranchants sur l'historicisme gramscien³, et même sur son crypto-catholicisme⁴, « ouvre » à Gramsci en 68 et

¹ Les Lettres de prison paraissent en fait en 1971, le premier tome des Écrits politiques en 1974, et les premiers volumes des Cahiers en 1978, toujours chez Gallimard.

² Voir A. Gramsci, Quaderni dal carcere, edizione critica dell'Istituto Gramsci, a cura di Valentino Gerratana, Turin, Einaudi, 4 vol., 1975.

³ Voir L. Althusser, « Le marxisme n'est pas un historicisme », dans L. Althusser et coll., Lire le Capital, Paris, Maspéro, 1965, rééd. Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1996.

⁴ Althusser écrit par exemple à Franca Madonia le 2 juillet 1965 : « Il [Gramsci] pétille d'astuce (...) et c'est d'une très grande séduction – mais que des faiblesses derrière ces nuances brillantes et souvent profondes. G. n'avait guère lu Le Capital et ne connaissait manifestement pas bien le contenu du Livre, il ne parle presque jamais d'économie politique et quand il en parle (fin de Mat. St. et Croce) c'est souvent plein de grosses fautes du point de vue marxiste. C'est un politique 100 %, le Machiavel des temps modernes, il lit Lénine à travers Machiavel autant que Machiavel à travers Lénine, et ce n'est pas peu dire. Son autre modèle (impressionnant de voir ça !) c'est l'église catholique ! Elle lui offre le modèle de la façon, dont une « philosophie », ou comme il préfère dire une idéologie, une conception du monde, peut et doit passer dans l'histoire « concrète », c'est-à-dire dans la pratique et le comportement quotidien des hommes : nécessité de créer une couche d'intellectuels « organiques », nécessité de ne jamais couper le contact avec les « simples » (sous ce rapport la politique des Jésuites lui semble exemplaire). Son analyse reste purement formelle (...) jamais il ne pose la question pour quelle raison une idéologie (philosophie) peut se diffuser organiquement dans le peuple et devenir « historique » (...) qu'elle soit vraie ou fausse une conception du monde, que sa vérité intervienne dans sa diffusion ou non, il s'en fout. Autrement dit, il ne pose jamais le problème de la distinction des raisons et des moyens... » (L. Althusser, Lettres à Franca, Paris, IMEC-Stock, 1998). Sur l'analyse de la religion chez Gramsci on peut consulter Hugues Portelli, Gramsci et la question religieuse, Paris, Anthropos, 1974.

encourage ses élèves à se mettre au travail, quitte à faire subir à la « philosophie de la praxis » du marxiste sarde un « régime » qui l'allège de son historicisme pour en exalter d'autres apports plus structuraux, dont naturellement, et avant tout, la pensée de l'hégémonie.

Cela donne une littérature assez limitée dans le temps et dans son volume, mais fort vivante et originale, qui tranche avec la longue rumination académique dont Gramsci a fait l'objet dans d'autres contextes.

Refermons ici la parenthèse sur la place historiquement accordée à la pensée gramscienne en France, pour revenir à notre relecture de la formation sous conjoncture de la pensée politique du premier Gramsci.

Afin d'avancer dans cette direction, nous nous servirons de deux concepts médiateurs, celui de « traduction » ou de « traductibilité » (on verra qu'il ne s'agit pas tout à fait de la même notion) et celui de « production ».

Le premier se trouve explicitement posé chez Gramsci, en particulier dans les Cahiers de prison, mais acquiert une pertinence et une efficacité spécifique, pour la première fois, dans la conjoncture précise des Conseils ; alors que le deuxième – comme l'a remarquablement montré Gérard Granel – est absolument central dans l'expérience ordioviste, alors même qu'il ne se trouve pas forcément mis en avant en tant que tel, et nécessite donc une reconstruction critique.

Commençons donc par le premier point.

Comme nous venons de le voir dans la première partie de notre analyse, on peut appréhender la pensée du jeune Gramsci, entre 1914 et 1917, comme une pensée qui se mesure au problème de la traduction, au sens large de transfert ou de translation, d'un événement considéré comme étant à l'origine d'une conjoncture nouvelle, dans un site qui en est affecté, mais qui ne peut en aucun cas recevoir un tel événement de façon passive, mécanique, abstraite, devant au contraire se disposer à une telle tra-duction, créer les conditions de son accueil.

Or, le problème de la traduction de la Révolution de 17 va se poser autant en Allemagne qu'en Europe centrale ou en Italie, en particulier après l'Armistice.

Ainsi, à la fin de 1918 voit le jour à Naples le premier numéro de l'hebdomadaire *Il Soviet*, futur organe de la fraction dite abstentionniste du PSI, dirigé par Amedeo Bordiga. Et quelques mois plus tard, en avril 1919, paraît à Turin la première livraison de l'*Ordine Nuovo* hebdomadaire, à l'initiative d'Antonio Gramsci, Angelo Tasca, Umberto Terracini et Palmiro Togliatti.

Entre-temps *Il Grido del popolo*, le journal des socialistes turinois pendant la guerre, a arrêté ses publications, quitté le PSI, et rejoint l'Internationale communiste.

Le premier numéro de l'*Ordine Nuovo* paraît donc le 1^{er} mai 1919, sur huit feuillets largement caviardés par la censure, mais sans encore de programme ou de ligne précise, et encore moins de références aux Conseils, mais comme l'expression générique d'un double besoin : celui de travailler à la formation d'une nouvelle culture prolétarienne, et celui d'encourager l'action et l'union de forces jusque-là séparées, exigences encore assez mal traduites en pratique au printemps 1919, mais synthétisées dans l'en-tête du journal dès son premier numéro :

« Formez-vous parce que nous aurons besoin de toute votre intelligence, agissez parce que nous aurons besoin de tout votre enthousiasme, organisez-vous parce que nous aurons besoin de toute votre force ».

Se former, agir, s'organiser. On peut dire que cette triple injonction répond aux trois sens fondamentaux du mot « ordine » (« ordre ») : l'ordre comme forme (et formation), l'ordre comme prescription et impératif *d'action*, l'ordre comme organisation.

Gramsci insistera, un an plus tard, sur le caractère indéterminé du projet de l'*Ordine Nuovo* dans ses premiers mois d'existence :

« Quand, au milieu d'avril 1919, nous avons décidé, à trois, ou quatre, ou cinq camarades de commencer la publication d'une revue intitulée l'*Ordine Nuovo*, personne d'entre nous (enfin, presque personne...) ne pensait changer la face du

monde, ne pensait rénover les esprits et les cœurs des multitudes humaines, ne pensait ouvrir un nouveau cycle de l'histoire. Personne (...) ne nourrissait des douces illusions sur le succès de l'entreprise. Qui donc étions-nous ? Que représentions-nous ? Quelle nouvelle parole apportions-nous ? Hélas ! le seul sentiment qui nous ait unis dans nos réunions d'alors venait d'une vague passion pour une vague culture prolétarienne ; nous voulions agir, agir et encore agir [fare, fare, fare], nous nous sentions inquiets, sans directives, plongés dans la vie ardente des mois qui suivirent l'Armistice, en un moment où le cataclysme de la société italienne semblait imminent ».¹

Et il rajoute même, un peu plus loin dans le même article rétrospectif de l'été 1920 :

« Que fut donc l'Ordine Nuovo dans ces premiers numéros ? Ce fut une anthologie, rien d'autre qu'une anthologie, une revue telle qu'il aurait pu en paraître à Naples, à Caltanissetta, à Brindisi, ce fut une revue de culture abstraite, d'information abstraite, qui avait un penchant pour les petites « nouvelles » horripilantes et les xylographies pleines de bonnes intentions ; voilà ce qui fut l'Ordine Nuovo dans ses premiers numéros : une pure incohérence, le produit d'un intellectualisme médiocre, qui cherchait en trotinant un port idéologique où aborder et une voie d'action à suivre ».²

Voilà ce qu'écrit Gramsci à plus d'un an de distance, dans un article intitulé « Le programme de l'Ordine Nuovo », à la fois un premier texte rétrospectif et un texte effectivement programmatique, car il intervient au moment d'un désaccord assez grave entre Gramsci lui-même et ses camarades de l'Ordine Nuovo, à un moment où ces derniers sont tentés de rejoindre l'aile maximaliste et électoraliste du PSI, alors que Gramsci cherche à faire alliance avec

¹ A. Gramsci (texte signé), « Le programme de l'Ordine Nuovo », dans *L'Ordine Nuovo*, n° 12, 14 août 1920 et n°14, 28 août 1920, dans A. Gramsci, *Écrits politiques I*, op. cit. p. 368-369.

² Ibid., p. 370.

les abstentionnistes de Bordiga et mise sur l'autonomie des Conseils par rapport au Parti.

Nous reviendrons sur ce texte dans un instant. Avant cela, on remarquera que Gramsci, en insistant sur le caractère velléitaire des premiers pas de l'Ordine Nuovo, entend renforcer le moment de coupure représenté, à l'intérieur du mouvement, par l'idée de faire des « commissions internes » (*commissioni interne*) le noyau dur de la traduction italienne et immanente des Soviets, coupure qui est mise en scène de façon quasiment théâtrale, après-coup, dans l'article susmentionné « Le programme de l'Ordine Nuovo », et qui se trouve explicitement formulée, pour la première fois, dans celui qu'on peut tenir pour le véritable texte fondateur du groupe, un article intitulé « *Democrazia operaia* », coécrit par Gramsci et Togliatti en juin 1919, et réalisant ce que Gramsci définira plus tard « coup d'État rédactionnel » contre la ligne de Tasca (centrée sur « une vague culture prolétarienne »).

Avec cet article, paru dans le septième numéro de l'Ordine Nuovo, se pose en fait pour la première fois la question d'une importation de la révolution bolchevique qui ne soit pas une réception passive et mécanique, mais qui advienne de l'intérieur même de la situation italienne, au sein même de la classe ouvrière du Nord de l'Italie, mieux : de l'intérieur même de l'usine et de son embryon politique autonome : la commission interne¹, ici identifiée à un Soviet en puissance :

« Un problème harcelant se pose aujourd'hui à tout socialiste – lit-on dans l'incipit de l'article – : comment dominer les immenses forces sociales que la guerre a déchaînées ? L'État socialiste existe déjà en puissance [*in potenza*] dans les

¹ Je préfère ici, pour « *commissione interna* », la traduction littérale de Gérard Granel « commission interne », à celle, un peu fourvoyante, de Robert Paris, qui propose « comité d'entreprise », tout en signalant l'ambiguïté d'une telle solution.

organismes de la vie sociale propres à la classe laborieuse exploitée».¹

Puis on en vient au repérage des sites et des sujets potentiels du nouvel État à venir :

« L'usine avec ses commissions internes, les cercles socialistes, les communautés paysannes, sont des centres de la vie prolétarienne sur lesquels il est indispensable d'agir directement. Les commissions internes sont des organismes de démocratie ouvrière qu'il faut absolument libérer des limitations imposées par les chefs d'entreprise et auxquels il faut infuser une vie nouvelle. Aujourd'hui les commissions internes limitent le pouvoir du capitaliste à l'intérieur de l'usine et remplissent des fonctions d'arbitrage et de discipline. Développées et enrichies, elles devront être demain les organismes du pouvoir prolétarien, qui devront se substituer au capitaliste dans toutes ses fonctions utiles de direction et d'administration.

Dès aujourd'hui déjà les ouvriers devraient procéder à l'élection de vastes assemblées de délégués, choisies parmi les camarades les meilleurs et les plus conscients, avec pour mot d'ordre : "Tout le pouvoir dans l'usine au comité d'usine", inséparable de cet autre mot d'ordre : "Tout le pouvoir de l'État aux Conseils ouvriers et paysans" ».²

On repère aisément l'idée centrale, avancée ici pour la première fois à travers une thèse programmatique : il ne s'agit pas de former ex novo les forces aptes à traduire la révolution de 1917 en Italie, ni de songer à leur simple conformation au modèle de la Révolution bolchevique, mais de « libérer », de « développer » et « d'enrichir » une pratique de la « démocratie ouvrière » déjà existante et répandue, quoique bridée par le cadre capitaliste et syndical.

¹ « Démocratie ouvrière » (article sans signature), dans *Ordine Nuovo*, I, 7, 21-6-1919, trad. dans A. Gramsci, *Écrits politiques I*, op. cit., p. 244-45. Italiques rajoutées.

² *Ibid.*, p. 246.

Encore une fois il s'agit de traduire, dans toute l'étendue du terme : transférer un certain contenu d'une forme à une autre. Seulement, on envisage le problème quasiment *a contrario*, non pas à partir de la toute-puissance de l'événement, mais de son (in)existence contingente, c'est-à-dire à partir de son existence à un degré minimal, dans un certain monde, celui de l'Italie de l'immédiat après-guerre. Autrement dit, et pour transposer un instant tout ceci dans le langage du dernier Badiou, le problème de la traduction de l'événement révolutionnaire, tel qu'il est posé par l'Ordine Nuovo, est le problème de la jonction possible entre une présentation événementielle (c'est-à-dire une vérité existant à son degré maximal : la Révolution bolchevique en Russie) et un « (in)existant », c'est-à-dire une vérité existant de façon minimale dans un autre monde, jonction qui produit une « mutation », un changement de « transcendantal » historique¹.

On pourrait également lire cette position gramscienne comme une transposition de la logique léninienne du « maillon faible », dans la mesure où elle mise sur les ressources d'un point assez marginal, à l'intérieur d'une certaine configuration, afin d'en défaire la consistance et de procéder à une nouvelle totalisation. Penser sous conjoncture implique en effet toujours de pouvoir défaire, à partir du repérage d'un point précis, la prétendue totalité d'une situation afin de procéder à sa subversion interne. Mais ce qui frappe, dans le geste ordinoviste, c'est la localisation précise d'un tel point de subversion de la situation, selon une logique quasiment topologique, qui prescrit la nécessité de penser non seulement la forme singulière du transfert entre la conjoncture bolchevique et la révolution en Europe, mais d'identifier le lieu précis d'une telle greffe.

Pour revenir sur un plan plus concret, on peut affirmer que, malgré l'échec de la révolution socialiste en Italie entre 1919 et

¹ Sur les notions d'« inexistant », de « mutation » ou de « transcendantal », voir Alain Badiou, *Logiques des Mondes*, Paris, Seuil, 2006, et surtout son abrégé, largement consacré à la question d'une phénoménologie trans-historique de la réactivation des événements émancipateurs, le *Second Manifeste pour la philosophie*, Paris, Fayard, 2008.

1921, comme d'ailleurs dans tous les pays d'Europe – l'expérience de l'Ordine Nuovo sera aussi une grande réussite, dans la mesure où une telle séquence réussira à créer un nouveau rapport aux masses, de sorte que, après la scission de Livourne entre socialistes et communistes en 1921, « ce seront bien eux, les ordinovistes, et eux seuls, à apporter au nouveau parti ce sans quoi il n'est rien : les masses »¹.

C'est en ce sens que l'œuvre politique et militante du Gramsci ordinoviste est au fond solidaire, dans sa fonction pour ainsi dire épocale, de celles de Lénine et Rosa Luxembourg, malgré l'imaginaire libertaire dont l'Ordine Nuovo se trouve parfois auréolé, en raison de son insistance sur l'autogestion politique, économique et culturelle dont les Conseils seraient les vecteurs.

Mais revenons à cette localisation cruciale sur laquelle misent les ordinovistes pour la tra-duction des Soviets dans la conjoncture italienne. La nécessité de fournir quelques précisions historiques sur la nature de ces fameuses « commissions internes » s'impose ici, afin de bien saisir la portée de la proposition ordinoviste.

Pour nous faciliter la tâche, citons la présentation historique assez synthétique et objective qu'en propose Paolo Spriano dans son ouvrage de référence, *L'Ordine Nuovo e i Consigli di fabbrica* :

« C'est seulement à la fin de la guerre qu'est stipulé, entre la fédération métallurgique et le consortium industriel, un accord (février 1919) dans lequel est reconnu de façon explicite pour la première fois le droit des ouvriers d'un établissement à avoir une représentation interne propre, une commission – généralement de cinq membres – qui reste en charge pendant un an et qui est élue "par l'assemblée des ouvriers appartenant à la fédération" ».²

Pourtant, comme l'écrira Umberto Terracini (cité par Spriano) dans l'*Almanacco Socialista* en 1920 :

¹ G. Granel, Cours sur Gramsci, op. cit., Enregistrement (18) du 17 avril 1974.

² P. Spriano, *L'Ordine Nuovo e i Consigli di fabbrica*, Turin, Einaudi, 1971, p. 47, tr. fr. G. Granel, Cours sur Gramsci, op. cit., Enregistrement (17) du 10 avril 1974.

« Le critère de choix et le mode d'élection ne donnaient nullement la garantie que les commissaires fussent vraiment les représentants de la volonté générale de la *maestranza*, c'est-à-dire de l'ensemble des ouvriers. Les listes étaient formées par l'organisation de telle sorte que les élus portaient plutôt la casquette d'hommes de confiance du syndicat que de délégués de la masse. Les élections, faites dans des comices, dans des réunions rassemblées à l'issue du travail, sans contradicteur, sans qu'il y ait une lutte entre les hommes et entre les idées, à main levée et par acclamation, en même temps qu'elles assuraient (et ce n'était pas difficile) le succès de la liste choisie par l'organisation, ne donnaient pas la garantie que les électeurs connaissaient les pensées et les projets des élus, en sorte que les commissions internes montraient quelque chose d'extérieur. Elles étaient détachées de la masse et elles ne se sentaient pas appuyées, soutenues, aidées par cette même masse ; une fois le comice électoral clos, une muraille, pour ainsi dire, se levait entre les représentants et les représentés ».¹

C'est à partir de l'analyse des contradictions propres à ces « centres de vie prolétarienne » au sein de l'usine que l'Ordine Nuovo décide d'opérer pour transférer les Soviets dans le cœur de l'Italie industrielle, et cela en suivant une suggestion d'un ouvrier métallurgiste, le dénommé Enea Matta, familier du groupe de l'Ordine Nuovo, qui proposera de focaliser le travail du journal sur la tâche d'une réactivation et d'une transformation desdites commissions internes².

Or, on peut mesurer la continuité foncière entre le problème de la traduction des Soviets et celui d'une révision radicale de la catégorie même de production par le biais de deux autres textes

¹ U. Terracini (1920) cité par P. Spriano dans *L'Ordine Nuovo e i Consigli di fabbrica*, op. cit., p. 48, note 1, italique rajouté. Voir aussi la note historique de Robert Paris, dans A. Gramsci, *Écrits politiques I*, op. cit., p. 433-434.

² Voir A. Gramsci (article signé), « Il programma de l'Ordine Nuovo », dans *L'Ordine Nuovo*, II, 12, 14 août 1920 et II 12, 28 août 1920, dans A. Gramsci, *Écrits politiques I*, op. cit., p. 368 et sq.

cruciaux de la première année de l'Ordine Nuovo – « Sindacati e Consigli » (« Syndicats et Conseils », 11 octobre 1919) et « Sindacalismo e Consigli » (« Syndicalisme et Conseils », novembre 1919). Nous le verrons dans un instant.

Avant cela, et sans entrer dans un examen approfondi de la notion de « traductibilité » (« traducibilità ») chez Gramsci – notion transversale, qui dépasse largement le champ de la linguistique ou de la critique littéraire, deux champs majeurs dans la formation et dans la pensée de Gramsci, pour toucher à la question, déjà suggérée par Marx dans La Sainte famille, de la possibilité de traduire le langage de la pensée politico-juridique française dans celui de la pensée spéculative allemande¹ – il nous semble intéressant de revenir brièvement sur une polémique conduite par Gramsci à peu près à la même époque de ses premiers textes ordinovistes, polémique à première vue marginale, accessoire, mais qui permet d'apprécier la portée plus générale qu'il reconnaît, dès cette époque, à la question de la traduction. Il s'agit de son rejet virulent de l'Espéranto, identifié à une conception abstraite, mécanique, positiviste et philistine de l'universalisme.

¹ Gramsci ajoutera à l'homologie marxienne entre le paradigme moderne de la politique française et celui de l'idéalisme philosophique allemand, un troisième terme : l'économie politique anglaise. Voir Cahiers de prison, 11, § 46-49 (« Traduisibilité des langages scientifiques et philosophiques »). Ainsi, on peut distinguer chez Gramsci deux questions, qui ne cessent de se recouper sans se recouvrir pour autant : une problématisation de la question de la traduction comme acte immanent de transposition d'un contenu d'une forme à une autre (d'une langue à une autre, par exemple) ; et un questionnement de la traductibilité (terme que nous préférons à celui de « traduisibilité » choisi par les traducteurs français de Gramsci) comme transposition d'une rationalité, d'un langage entier (un « paradigme » dira le dernier Gramsci), dans un autre langage, une autre rationalité (par exemple la traductibilité du monde grec dans le monde romain ; ou encore, la traductibilité du « subjectivisme » de l'idéalisme italien dans la notion de « superstructure » à l'intérieur de « l'historicisme réaliste »). Pour une analyse détaillée de la complexité et de la richesse de la question chez Gramsci, voir Derek Boothman, *Traducibilità e processi traduttivi. Un caso : Antonio Gramsci linguista, Perugia, Guerra, 2004.*

On peut prélever une citation à ce sujet presque au hasard, tellement le thème revient régulièrement sous sa plume à la fin des années 1910. Voici par exemple un extrait d'un article paru dans *Il Grido del popolo* du 16 février 1918, entièrement consacré à la question, et où Gramsci déclare, en conclusion de son analyse :

« Rien dans l'histoire ni dans la vie sociale n'est fixe, rigidifié, définitif. Et rien ne le sera jamais. De nouvelles vérités enrichissent le patrimoine de la connaissance, des besoins nouveaux, toujours plus élevés, sont constitués à partir de conditions de vie renouvelées, des nouvelles curiosités intellectuelles et morales piquent l'esprit et l'obligent à se renouveler, à s'améliorer, à changer les forces d'expression linguistique. Et, dans un tel flux de matière volcanique liquéfiée, brûlent et s'annulent les utopies, les actes arbitraires, les vaines illusions, comme celle de la langue unique et de l'Espéranto ».¹

Dans une lettre de la même période à Leo Galletto, il ajoute, toujours au même sujet :

« A bas l'Espéranto ! Je te prie de faire observer à Serrati que sa qualification de puriste à mon égard n'est pas correcte. Le purisme est une forme linguistique rigidifiée et mécanisée, et en cela la mentalité du puriste est similaire à celle de l'Espérantiste. Je suis un révolutionnaire, un historiciste, et j'affirme que seules sont utiles et rationnelles des formes d'activité sociale (qu'elles soient linguistiques, économiques ou politiques) qui surgissent spontanément et qui se réalisent à travers la libre activité d'énergies sociales. Donc je dis à bas l'Espéranto, au même titre où je dis : à bas tous les privilèges, toutes les mécanisations, toutes les formes rigidifiées de la vie... ».²

¹ A. Gramsci, « L'Espéranto », dans *Scritti giovanili* (1914-1918), Turin, Einaudi, 1975 p. 178 (nous traduisons).

² A. Gramsci, lettre à Leo Galletto du février 1918, citée par E. Garin, *Intellettuali italiani del XX secolo*, Rome, Editori Riuniti, 1987, p. 304.

Par-delà le style bergsonien et l'insistance sur le devenir, la créativité et l'élan vital, il faut lire cette prise de position tranchée comme étant à son tour une traduction, dans le champ linguistique, du refus par Gramsci de toute solution qui fasse, justement, l'impasse sur le problème de la traduction, en imposant un modèle applicable à toute circonstance, et choisissant en revanche une économie de l'appropriation subjective et idiomatique, créatrice.

Il faudrait mettre en parallèle cette opposition à la langue, non seulement avec la question de la « traductibilité », mais aussi avec d'autres questions plus pratico-institutionnelles, touchant comme telles à l'articulation entre culture et masses, idéologie et structures, comme par exemple le combat de Gramsci, entre 1917 et 1919 contre les Universités populaires prônées par beaucoup de socialistes, qu'il considère irrémédiablement affectées par une conception positiviste et évolutionniste du savoir, pour laquelle il ne s'agirait que d'instruire le peuple pour le mettre au niveau de l'Histoire, sans mobiliser son savoir et ses ressources propres, c'est-à-dire sans pouvoir produire une nouvelle subjectivité historique.

Mais il nous revient à présent de tenter de conclure en montrant comment la question de la traduction s'articule à celle de la production.

On a vu comment le groupe de l'Ordine Nuovo, en mobilisant le savoir et l'expérience ouvrières, en arrive à repérer un site potentiel de transfert de la révolution russe dans les commissions internes déjà existantes, de façon embryonnaire, dans les grandes usines du Nord de l'Italie, à condition d'en élargir, développer et libérer les ressources propres, en les transformant ainsi en Conseils d'usine. Mais comment concevoir et réaliser une telle transformation ? La réponse n'est pas recherchée uniquement sur le plan organisationnel et politique – (élargissement de l'élection des commissaires à tous les Ateliers, participation de tout le monde à l'élection des commissaires, depuis les cadres jusqu'aux ouvriers non-syndiqués, etc.). Pour les ordinovistes il existe en fait une condition plus fondamentale qui marque une coupure avec la conception syndicaliste : celle de considérer les travailleurs non comme des

salariés mais comme des producteurs. Le Conseil d'usine ne peut jouer un rôle révolutionnaire analogue à celui du Soviet (du moins des premiers Soviets russes) qu'à cette condition précise, celle de considérer insuffisante toute démocratisation de la fonction des commissions internes tant que cette même fonction n'est pas radicalement déplacée, passant de l'ambition de représenter l'ensemble des travailleurs à celle de représenter l'ensemble des producteurs.

À ce titre, voici quelques passages fort parlants de l'article « Syndicats et Conseils » (11 octobre 1919) :

« La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont les esclaves du capital. Le Conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation. Puisque dans le Conseil toutes les branches du travail sont représentées proportionnellement à la contribution que chaque corps de métier et chaque branche de métier et chaque branche du travail apporte à l'élaboration de l'objet que l'usine produit pour la collectivité, c'est là une institution de classe, c'est une institution à valeur sociale. Sa raison d'être est dans le travail, elle est dans la production industrielle, c'est à dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire un fait transitoire qu'il s'agit précisément de dépasser ».¹

Et plus loin, dans ce même article qu'il faudrait citer en entier :

« L'existence du Conseil donne aux ouvriers une responsabilité directe dans la production ; elle les pousse à améliorer leur travail, elle instaure une discipline consciente et volontaire, elle leur donne une mentalité de producteur, de créateur d'histoire ».²

La récurrence des termes « production » et « producteur » – qui reviennent une vingtaine de fois en l'espace de peu de pages –

¹ « Syndicats et Conseils » (article sans signature), dans *L'Ordine Nuovo* I, 21, 11 octobre 1919, dans A. Gramsci, *Écrits politiques I*, op. cit., p. 280.

² *Ibid.*, p. 282.

signale à quel point c'est bien là que se trouve le nœud, ou le nouage, établi par Gramsci et son groupe, entre économique et politique. Il ne s'agit pas uniquement de revendiquer les forces vives de la production contre l'économie aliénante de la plus-value et du profit. Tout se passe en effet comme si une grande partie de l'itinéraire politique et philosophique des ordinovistes consistait à brouiller les distinctions trop nettes et prédéterminées entre économique, politique et culture, y compris à l'intérieur même du champ marxien et marxiste. C'est d'ailleurs ce que suggère de façon assez explicite une des très rares notes des Cahiers de prison au cours de laquelle Gramsci revient, quinze ans plus tard, sur la signification d'ensemble du biennio rosso et de l'Ordine Nuovo, note qu'on trouve à la toute fin du douzième Cahier, consacré à « L'histoire des intellectuels et de la culture en Italie » :

« Le type traditionnel et vulgarisé de l'intellectuel est représenté par l'homme de lettres, le philosophe, l'artiste. C'est pourquoi les journalistes, qui se considèrent comme étant des hommes de lettres, des philosophes, des artistes, se considèrent également comme les "vrais" intellectuels. Dans le monde moderne, c'est l'éducation technique, qui est liée étroitement au travail industriel, même le plus primitif et le moins qualifiée, qui doit constituer la base du nouveau type d'intellectuel. C'est sur cette base que l'Ordine Nuovo hebdomadaire a travaillé, pour développer certaines formes *d'intellectualité* nouvelle et pour définir des nouveaux concepts, et cela n'a pas été une des moindres raisons de son succès : cette façon d'envisager le problème correspondait en effet à des aspirations latentes et se trouvait en conformité avec le développement des formes de vie réelles. Le mode d'être de l'intellectuel nouveau ne peut plus être constitué par l'éloquence, ce moteur extérieur et provisoire des affects et des passions ; il doit consister à se mêler activement à la vie pratique, comme un constructeur, un organisateur, un "persuadeur permanent", parce qu'il n'est pas simplement un orateur et qu'il dépasse toutefois l'esprit mathématique abstrait ; à partir de la technique-travail il parvient à la technique-science et à la conception humaniste et historique

sans laquelle on reste un “spécialiste” et on ne devient pas un “dirigeant” (spécialiste + politique) ». ¹

On repère aisément l’accent mis non simplement sur la question de l’indivision du travail entre intellectuels et techniciens, mais sur la constitution d’une « intellectualité nouvelle » capable de participer à la production de « nouveaux concepts » dans la mesure où elle renonce à toute position de surplomb (littéraire, philosophique ou artistique), pour se situer dans le champ même où, avec la production industrielle, on produit aussi la subjectivité et la culture de l’homme moderne. C’est un tel point de vue qui reviendra, sous une forme plus ouvertement anthropologico-politique, dans *Américanisme* et *fordisme*, le Cahier où le Gramsci « de la maturité » renoue le plus fortement, quoique de manière implicite, avec l’expérience théorique de l’*Ordine Nuovo*, et qui fonctionnera comme une matrice théorique, alternative à l’historicisme, pour l’opéraïsme italien des années 60.

On pourrait poursuivre la relecture en ce sens des textes ordinovistes, comme par exemple l’article « Syndicalisme et Conseils », de novembre 1919, ou celui, du mois d’octobre de la même année, intitulé « Les Syndicats et la dictature », où Gramsci interprète l’échec des Conseils en Hongrie à partir d’un défaut de traduction immanente du modèle soviétique, entraînant nécessairement leur « bureaucratisation ».

On peut également renvoyer, à ce propos, au déjà mentionné Cours sur Gramsci de Gérard Granel, et en particulier à la 21^{ème} leçon, où est efficacement présenté le débat entre Gramsci et Bordiga autour des Conseils d’usine, en soulignant l’écart entre une conception purement politique des Conseils – celle de Bordiga – qui ne voit en ces derniers que l’instrument politique du Parti pour la conquête de l’État, et la conception ordinoviste, défendant l’idée d’une certaine nouveauté et autonomie de l’expérience turinoise, visant à brouiller les partages traditionnels entre ouvriers et intellectuels, dirigeants et dirigés, production industrielle et

¹ A. Gramsci, *Cahiers de prison*, op. cit., 12, § 3, p. 346-347. Italiques rajoutées.

production idéologique, en direction de la formation d'un nouveau corps, se chargeant de produire une subjectivité inédite. Granel insiste sur la possibilité d'envisager l'Ordine Nuovo comme créateur d'une « indécidabilité » à l'intérieur de la distinction transcendantale entre économie et politique, distinction classique au moins depuis Rousseau¹.

Le « malentendu » à propos de la conception des Conseils entre Bordiga et Gramsci n'empêchera pas une profonde solidarité politique entre le groupe du Soviet et celui de l'Ordine Nuovo lorsque, en août 1920, Gramsci s'éloigne non seulement de Tasca, mais aussi de Togliatti et Terracini, favorables à l'entrée dans la section « électoraliste » du Parti socialiste, en constituant le groupe *Educazione comunista*, qui soutient l'occupation des usines, se pose la question de leur militarisation, en convergeant ainsi vers les positions des « abstentionnistes » de Bordiga.

Autrement dit, le différend fondamental, du point de vue qui nous intéresse ici, entre Gramsci et Bordiga, au sujet de la nature et de la fonction des Conseils, s'il est un révélateur significatif de la singularité de l'approche ordinoviste par rapport à des modélisations léninistes qui ne se posent guère le problème du « transfert » de l'événement révolutionnaire, mais seulement de sa reproduction, n'interdira pas une convergence politique entre les deux courants du mouvement conseilliste italien entre la fin de 1920 et les premiers mois de 1921, lorsque le mouvement des Conseils s'essouffle et qu'il devient urgent de le capitaliser dans la constitution d'un Parti communiste autonome vis-à-vis du PSI.

Toutefois, le moment est venu de conclure en risquant quelques hypothèses théoriques et métahistoriques plus générales qu'on peut tirer de cette relecture cursive de l'Ordine Nuovo au sujet de

¹ « Depuis l'article "Économie politique" de l'Encyclopédie qu'on lui doit, Rousseau sait fort bien que la société tout entière est issue de la division du travail et que, par conséquent, le problème fondamental de la réalité sociale est celui de la propriété privée. Il le sait si bien qu'il en fera encore le thème dominant du Discours sur *l'origine de l'inégalité* parmi les hommes » (G. Granel, Cours sur Gramsci, op. cit., Enregistrement (17) du 10 avril 1974).

l'articulation fondamentale entre pensée de l'événement et conjoncture dans une perspective matérialiste.

On pourra dès lors avancer la thèse provisoire selon laquelle toute pensée matérialiste de l'événement (révolutionnaire) demande le refus d'une modélisation mécanique de ce dernier – qui le transformerait en modèle à imiter – pour le saisir en revanche dans sa possibilité de traduction immanente dans une conjoncture singulière. Pour le dire en d'autres termes, il n'y a pas de pensée matérialiste qui puisse s'exempter d'un tel travail de tra-duction, de transfert, de translation, en l'absence duquel l'événement émancipateur devient à son tour un fétiche, un absolu, un transcendant, une lettre morte (quoique vénérée), car intraduisible. On pourra alors poser, via Gramsci et l'Ordine Nuovo, une thèse à mettre à l'épreuve et à creuser quant aux « opérateurs de véridiction » de la pensée matérialiste dont nous nous sommes mis en quête depuis le début du Séminaire¹ : toute pensée matérialiste a pour condition nécessaire (mais guère suffisante) celle de pouvoir se penser comme un travail de tra-duction d'une vérité depuis son lieu d'événement à son lieu d'in-existence relative. Penser (dans) la conjoncture signifierait alors détotaliser la soi-disant unité d'une situation (ou d'un « état de la situation », pour le dire toujours avec Badiou) à partir d'un « site » capable de réactiver localement un événement ayant déjà surgi ailleurs sous sa puissance maximale. C'est dans une telle capacité de réactivation disséminante d'un événement que l'on distinguera, dès lors, un trait majeur d'une pensée matérialiste de la conjoncture, pour laquelle l'événement n'est jamais donné une fois pour toutes, n'est jamais unique et fini, mais ne cesse de se traduire et de produire en puissance ses effets sur les situations les plus disparates. Ces effets de transfert, surgissant dans un moment de crise à l'intérieur d'une configuration donnée, sont à leur tour inséparables du repérage précis d'un lieu faiblement constitué dans la représentation dominante de la situation, mais pouvant fonctionner comme point d'agrégation d'un

¹ Voir Séminaire du GRM, Séance du 27 septembre 2009
<http://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM.3.Introduction.pdf>

corps nouveau, d'une subjectivité inédite, c'est-à-dire d'une irréductibilité aux lignes de partage dominant la conjoncture même qu'il s'agit de subvertir, et ouvrant ainsi sur un excès de l'historicité sur elle-même.